

Janvier 2011

Des fourmis et des cigales

L'entrée dans l'anthropocène

Ignacy Sachs

Directeur d'Etudes honoraire à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

La docte Commission de Stratigraphie va se réunir en 2012 pour nous dire que, tel Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, nous sommes entrés dans une nouvelle ère géologique au XVIII^e siècle avec l'avènement de la révolution industrielle. Le second Sommet de la Terre, qui se tiendra à la même époque pour la seconde fois à Rio de Janeiro, fournira une bonne occasion pour en prendre bonne note *ex post*.

L'anthropocène diffère des ères qui l'ont précédée par la place que l'humanité y occupe, pesant désormais de son influence sur la course du vaisseau spatial Terre. Les émissions anthropiques de plus en plus volumineuses de gaz à effet de serre causeront dans un avenir proche des changements climatiques délétères, pouvant remettre en question l'avenir même de notre espèce en l'absence de mesures urgentes pour réduire ces émissions.

Il y a urgence, mais ce n'est pas une raison pour se laisser aller au catastrophisme. La voie est étroite. L'image biblique du chas d'aiguille vient à l'esprit. Mais les jeux ne sont pas faits. L'anthropocène apparaît comme un défi à notre espèce que nous devrions être en mesure de relever, à condition de nous acheminer vers *la construction de la civilisation de l'être dans le partage équitable de l'avoir*, selon la formule de Louis-Joseph Lebret. Qui dira mieux en si peu de mots, tout en sachant que nous sommes très loin du compte pour ce qui est du partage équitable ?

Les inégalités dans la distribution des revenus entre pays et à l'intérieur des pays continuent à constituer un obstacle majeur à un développement socialement incluant et respectueux de l'environnement à l'échelle planétaire. Dans ce domaine, nous devons gérer un passé lourd du fait de la contre-réforme néolibérale qui a suivi la chute du mur de Berlin et l'implosion de l'Union Soviétique.

Planifier le développement

Dans l'immédiat, il s'agit de remettre à l'honneur le concept de développement planifié, l'opposant au mythe des marchés qui s'autorégulent. La planification est née à une époque où les planificateurs avaient pour instrument principal le boulier. Ce serait dommage de s'abstenir de profiter de l'informatique, d'autant plus que les conditions sont aujourd'hui réunies pour mettre en marche une planification associée à un dialogue démocratique quadripartite entre l'État développeur, les travailleurs, les entrepreneurs et la société civile organisée.

Cessons donc de jouer les apprentis sorciers inféodés à la recherche du gain immédiat et arrêtons de nous dire : « après nous, le déluge ». Le temps est venu de nous conduire comme de vrais « géonaves » – j'emprunte ce néologisme à Erik Orsenna.¹ Plus que jamais, nous devons nous guider par le Principe responsabilité, élaboré par Hans Jonas,² cherchant à éviter ou, tout au moins, à réduire les dégâts environnementaux que nous pourrions causer, tout en nous efforçant de continuer l'ascension de l'homme³ qui passe par la réduction ô combien urgente des inégalités sociales dont il a déjà été question. Les impératifs écologiques ne sauraient servir de prétexte pour mettre de côté les impératifs sociaux. Plus que jamais, nous devons nous attacher à harmoniser les objectifs sociaux et environnementaux.

Quelles énergies ?

Nous ne sommes pas des démiurges et nous ne pouvons pas prétendre d'être à même de contrôler toutes les modifications du climat. Mais n'en déplaise à Descartes, nous ne serons jamais à nous seuls les « maîtres de la nature ». La métaphore pascalienne du « roseau pensant » est plus à sa place ici, car nous devons nous préparer à ruser avec la nature, tout en nous adaptant à elle.

Le chemin passe par la limitation volontaire de l'usage que nous faisons des énergies fossiles – charbon, pétrole, gaz –, par la séquestration et/ou par la réutilisation du carbone émis ou encore, par la substitution des énergies fossiles par les énergies renouvelables.

¹ Erik Orsenna, *Portrait du Gulf Stream : Éloge des courants*, Paris : Éditions du Seuil, 2006. Voir aussi l'ouvrage collectif présenté par Erik Orsenna et Michel Petit, *Climat – une planète et des hommes*, Paris : Éditions du Cherche Midi, 2011 ; et le site du Club des Argonautes : <http://www.clubdesargonautes.org/index.php>.

² Hans Jonas, *Le principe responsabilité*, Paris : Éditions du Cerf, 1990 [édition originale : 1979] ; réédité chez Flammarion, Paris, 1999.

³ C'est le titre d'un important ouvrage de Jakob Bronowski : *The Ascent of Man*. Londres : Little Brown & Co, 1973.

Heureusement, oui, heureusement, les gisements de pétrole facilement accessibles sont en train de s'épuiser. Il ne saurait être question pourtant de se priver dans l'immédiat de la mise en valeur des gisements d'accès difficile, tels le pétrole sous-marin situé sous la nappe de sel récemment découvert au Brésil. À condition toutefois de destiner une part importante de la richesse ainsi créée au financement de la transition ordonnée vers l'après pétrole.

Les réserves de charbon sont beaucoup plus importantes et de ce fait, il faut donner une grande priorité à la recherche de procédés de séquestration du carbone émis lors de la combustion du charbon. Mieux encore, celui-ci pourrait être réutilisé dans la photosynthèse assistée, à l'exemple de ce que propose le projet Desertec pensé dans le cadre du pourtour sud de la Méditerranée : profiter du carbone contenu dans le gaz fatal des puits de pétrole et de l'eau de mer dessalée par l'énergie solaire pour développer sous serre une agri- et horticulture de très haute productivité.

La mise en œuvre du Desertec doit aller de pair avec un effort soutenu pour substituer les énergies fossiles par les énergies renouvelables en explorant systématiquement tout leur éventail : solaire, éolienne, marémotrice, géothermique, hydraulique, sans oublier les bioénergies.

Pour ce qui est de ces dernières, nous devons chercher à éviter un conflit potentiel entre la production d'aliments et de biocarburants au vu de l'offre limitée de sols cultivables. C'est pourquoi la production des biocarburants doit s'appuyer autant que possible sur les déchets provenant de la production d'aliments, comme c'est le cas pour l'éthanol de seconde génération, appelé éthanol cellulosique, au contraire de l'éthanol de la première génération extrait de la canne à sucre. Il convient de veiller en outre à ce que l'expansion de la production des bioénergies n'entraîne pas le déboisement massif des forêts primaires. Une étude récente de la FAO⁴ met à juste titre l'accent sur les systèmes intégrés de production d'aliments et d'énergie, s'attachant à tirer le plus grand profit des biomasses cultivées en terre et en milieu aquatique pour en extraire des aliments pour nous et pour nos animaux, les carburants, les engrais et les intrants industriels⁵.

⁴ Anne Bogdanski, Olivier Dubois, Craig Jamieson e Rainer Krell, *Making Integrated Food-Energy Systems Work for People and Climate – An Overview*, Rome, FAO, 2011.

⁵ C'était l'enjeu principal du projet que j'ai dirigé à l'Université des Nations Unies. Voir Ignacy Sachs & Dana Silk, *Food and energy: strategies for sustainable development*. Tokyo, United Nations University press, 1990.

La révolution bleue peut venir ici au secours de la révolution verte. Nous sommes encore au tout début de la mise en valeur des espaces aquatiques : rivages marins, fleuves et rivières, lacs naturels et artificiels. Et du passage de la pêche – chasse au poisson – à la pisciculture et à la culture d’algues, une matière première énergétique au futur prometteur.

En revanche, la substitution des énergies fossiles par l’énergie nucléaire pose trois problèmes de taille :

- Comment éviter que la recherche sur la production et l’utilisation de l’énergie nucléaire à des fins civiles ne dégénère dans la production d’armes pouvant tomber dans des mains irresponsables ?
- Comment transporter et où entreposer les déchets radioactifs pour être sûrs d’éviter à l’avenir des accidents aux conséquences très redoutables ?
- Comment assurer enfin le contrôle international transparent et efficace de ce domaine très sensible, en dépassant le clivage actuel entre le club restreint des puissances nucléaires et la majorité de pays qui ne disposent pas de cette énergie ni à des fins civiles ni à des fins militaires ?

Il ne faut pas s’étonner dans ces conditions qu’un courant important de l’opinion publique se prononce pour un moratoire dans la recherche et la mise en valeur de l’énergie nucléaire.

Il faut espérer que le Sommet de la Terre de 2012 prendra la bonne mesure des défis et des opportunités qui s’ouvrent à la communauté internationale pour mettre sur la bonne trajectoire le vaisseau spatial Terre à son entrée dans l’anthropocène, de façon à permettre à ses passagers-géonotes de devenir les bâtisseurs des civilisations de l’être.

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d’analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd’hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

**6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19
01 42 17 45 27 recherinter@internatif.org
<http://www.recherches-internationales.fr/>**

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros